

# Ensemble

Presse coopérative et indépendante

www.journalensemble.coop

Vol. 03, N° 011 • Septembre 2012

Canada Post Publication n° 42412516

## Saguenay–Lac-Saint-Jean / Nord-du-Québec



Dans toutes les Caisses Desjardins et dans les coopératives.

20 000 exemplaires distribués gratuitement dans ces régions.  
Abonnez-vous pour recevoir toutes les éditions.

Coopérative de travail Les Artisans du Fjord

## D'un fjord à l'autre, perpétuer la tradition

Culture viking et Europe médiévale, c'est la signature des Artisans du Fjord. Ils y puisent savoir-faire et inspiration qui se chevillent comme les troncs des arbres de leurs charpentes. Avec l'amour de la beauté d'un village, d'une région, de valeurs d'équité sociale et de partenariat local. Écoutons l'histoire de cette coop racontée par Olivier Hudon, son fondateur, qui s'est installé à Sainte-Rose-du-Nord.

Christine Gilliet



Installé en surplomb, le chantier des Artisans du fjord contemple le Saguenay.

Photo: Nicolas Falcimaigne

Fondée en 2004, cette coopérative de travailleurs fabrique des maisons ou des rallonges, des gloriottes et des saunas. «On travaille selon deux méthodes de construction de charpente traditionnelle: la maison scandinave en bois rond et celle en poutre et poteau ou timber frame, une ossature de bois chevillée en tenon et mortaise. Ce dernier système d'assemblage a servi à bâtir le Vieux-Québec et les cathédrales en Europe.»

Pour ce natif de Baie-Comeau ayant résidé vingt ans en Montérégie, c'est la beauté du village et du fjord qui l'ont conquis un an auparavant. Puis, il a démarré l'équipe de charpente avec Patrick Girouard, originaire de Montréal, et Lucas Loff, d'Allemagne. D'une moyenne d'âge de 35 ans, cette équipe de trois membres travailleurs reçoit les conseils constants de Donald Ouellet, maître charpentier. Au départ, cette coop

a voulu rassembler quatre corps de métiers traditionnels (maçon, ébéniste, charpentier et forgeron), «mais c'était trop gros pour commencer, ça va venir plus tard». Alors, les artisans s'en tiennent à livrer des charpentes sur mesure depuis six ans, à une clientèle du Saguenay.

Et la coop se développe. De 90 000 \$ en 2011, son chiffre d'affaires va passer à 130 000 \$ en 2012, et les charpentiers sont depuis le début de l'année quatre à travailler à plein temps. Le dernier arrivé

devra s'acquitter de 1 000 \$ de parts sociales et de 100 jours de travail pour devenir à son tour membre travailleur. La structure de coopérative s'est imposée de manière évidente pour ces artisans, «on ne travaille pas pour la poche de quelqu'un d'autre, on gère les bénéficiaires, c'est l'aspect social et équitable qui nous motive. Et sur le chantier,

SUITE EN PAGE 2  
Artisan

Coopérative forestière de Girardville

## Donner plus de valeur à la forêt

Plutôt que récolter simplement le bois, on peut faire beaucoup plus d'argent en jardinant la forêt, en récoltant la biomasse, les champignons, les épices de la forêt boréale et en maximisant la valeur ajoutée de ces produits. C'est ce que la Coopérative forestière de Girardville (CFG) fait depuis 2006, et ça ne fait que commencer.

Guillaume Roy

Chaque année, la CFG plante plus de 20 millions d'arbres par année, soit l'équivalent de plus de 10 000 terrains de football. Elle récolte 300 000 mètres cubes de bois et fait de la préparation de terrain sur plus de 10 000 hectares. «Nous avons décidé de devenir les chefs de file dans tous les secteurs

d'activités sur lesquels nous travaillons», explique Jérôme Simard, directeur général de la coopérative qui emploie près de 500 personnes chaque année.

Depuis 2006, la CFG a décidé de diversifier ses activités et d'en faire plus que les activités traditionnelles. «On voulait prendre de l'expansion en lien avec la mission que l'on s'est donnée, soit le développement économique local et régional par le maintien et la création d'emplois dans un souci constant de rentabilité», ajoute M. Simard qui gère un chiffre d'affaires de 25 à 30 millions de dollars annuellement.

OPTIMISER LE RENDEMENT DE LA FORÊT

La coopérative cherche toujours à en faire plus avec moins. «Si on regarde

Girardville sur une carte, on voit très bien qu'on est situé dans le bois. Si on ne travaille pas avec les ressources de la forêt, on est mort. Avec les normes environnementales, on doit constamment diminuer notre impact sur l'environnement, ce qui veut dire que chaque hectare de forêt doit produire plus de richesse.»

Depuis quelques années, la CFG a lancé sa filiale Origina, qui fait la prospection, la cueillette, la transformation et la distribution des plantes de la forêt boréale, sous la forme d'épices, de thés, d'huiles essentielles et de cosmétiques. Le marché des produits

SUITE EN PAGE 3  
Forêt



- Promotion et concertation des coopératives
- Prestation de services techniques aux promoteurs de nouvelles coopératives
- Prestation de services d'accompagnement et de suivi spécialisé aux coopératives existantes
- Mandataire pour le Défi entrepreneuriat jeunesse



## Contactez-nous

**Saguenay-Lac-Saint-Jean**

3885 boulevard Harvey bur. 407  
Jonquière (Québec)  
G7X 9B1

Téléphone: 418 542-7222  
Télocopieur: 418 542-7366  
info@cdrslsj.coop

**Nord-du-Québec**

600 3 e rue  
Chibougamau (Québec)  
G8P 1P1

Téléphone: 418-748-6060  
Télocopieur: 418-748-4020  
web : <http://www.cdrslsj.coop>



NOUS SOMMES NOMBREUX À CROIRE  
QUE LES ENTREPRISES COOPÉRATIVES  
BÂTISSENT UN MONDE MEILLEUR.



10709-12





## Le mouvement coopératif dans le Bas-Saguenay Solide comme le roc

L'histoire économique et sociale du Bas-Saguenay est parsemée de réussites collectives. De génération en génération, ses habitants n'ont souvent pu compter que sur eux-mêmes pour apprivoiser la vie de ces immensités sauvages. Bien sûr, l'industrie forestière et ses entreprises privées ont participé à l'exploitation de la région. Peut-on réellement parler de développement lorsque l'on observe ces horizons dépouillés de tous leurs pins blancs? Depuis 1838 et l'arrivée des 21 familles fondatrices, les Saguenéens ont dû plus souvent qu'à leur tour se relever les manches et se serrer les coudes. C'est peut-être cela qui donne à son mouvement coopératif une force quasi inébranlable.

village qui aurait pu devoir se contenter d'un magasin général. Le centre de ski du Mont-Édouard, à L'Anse-Saint-Jean, a été géré pendant 10 ans par une coopérative de travailleurs, permettant ainsi d'en éviter la fermeture pure et simple.

La Coop de solidarité Quatre Temps œuvre en forêt depuis plus de dix ans, dans un secteur économique plutôt instable. Elle est également l'un des membres très actifs de la toute jeune coopérative Valoribois, regroupant des partenaires du milieu forestier et venant tout juste de remettre en fonction la scierie du village de Petit-Saguenay, fermée depuis plus de deux ans.

Les Ateliers coopératifs du Fjord, une nouvelle entreprise collective, avait pour objectif premier de créer un regroupement permettant de consolider plusieurs productions artisanales autour d'un point de vente commun, agrémenté d'une vision agrotouristique et agroalimentaire. Aussi, quand le Bistrot de L'Anse-Saint-Jean, lieu de rencontre et de soirées culturelles d'importance pour la communauté du Bas-Saguenay, a été mis en vente, le projet des Ateliers coopératifs s'est naturellement orienté vers le rachat de la bâtisse patrimoniale et l'idée d'y implanter une microbrasserie.

L'Auberge de jeunesse du bout du monde, fondée par un groupe de cinq jeunes personnes, est un autre bel exemple d'économie sociale. Cet organisme à but non lucratif se veut en effet un levier pour supporter de nouveaux projets, tant au niveau social que communautaire ou économique.

Tout de même impressionnante et loin d'être exhaustive, cette liste présente des projets réalisés dans une communauté du Bas-Saguenay d'à peine 4 000 âmes. Elle



L'Auberge de jeunesse du bout du monde, fondée par un groupe de cinq jeunes personnes, se veut un levier pour supporter de nouveaux projets, tant au niveau social que communautaire ou économique.

Photo : Nicolas Falcmagne

démontre, en fait, ce qui survient quand un milieu dynamique met ses énergies en commun pour prendre en charge son développement économique.

Dans cette optique, l'exemple du village de Petit-Saguenay est probant. C'est suite à un déclin économique, social et démographique que celui-ci a été déclaré municipalité dévitalisée. Il n'en fallait pas plus pour mobiliser la population. Depuis quatre années maintenant, ses habitants alimentent de leurs idées et projets les rencontres publiques de Petit-Saguenay 2020.

C'est en petits comités ouverts à tous que les priorités et le budget ont été déterminés. Ont suivi des rencontres auprès de professionnels et enfin la mise en œuvre. «À Petit-Saguenay, on parle d'une population de 727 habitants, en comptant les enfants et les vieillards. Lors des trois rencontres publiques du printemps, présentant le travail des comités de Petit-Saguenay 2020, de 70 à 95 personnes ayant à cœur le développement de leur village étaient présentes. Avec ce haut taux de participation, on acquiert une grande

légitimité quant aux décisions prises. Et puis, la meilleure façon de réduire à la source les éventuels mécontents, c'est de les impliquer dans le processus de décision», poursuit fièrement Philôme Lafrance.

Toute l'histoire de la région tourne autour de la forêt et de son exploitation. Maintenant qu'il reste essentiellement des peuplements de trembles, suite logique aux coupes forestières abusives, les investisseurs privés se sont tous envolés. La création de la coopérative de solidarité Valoribois et la relance de la scierie permettent d'intervenir sur le processus de transformation d'une forêt et sur sa santé environnementale. Cela a également une influence socioéconomique très positive pour la région: les gens du milieu se réapproprient leur forêt.

«La mobilisation populaire prend plus de temps, c'est plus difficile. Mais c'est beaucoup plus durable, puisqu'elle s'appuie sur une cohésion sociale entre des individus et une collectivité», de conclure Philôme Lafrance, toujours prêt à investir de son temps dans les nombreux projets qui façonnent l'économie locale.

## SUITE DE LA UNE Forêt

forestiers non ligneux (PFNL) permet de donner de la valeur ajoutée au territoire forestier.

### NOUVEAUX MARCHÉS

La CFG croit tellement au développement de nouveaux marchés qu'elle a mis sur pied la Coopérative des PFNL du Québec avec cinq autres partenaires. «On veut rassembler les producteurs pour générer de volumes assez intéressants pour les acheteurs, afin d'assurer un approvisionnement stable», explique M. Simard. Pour les multinationales, un approvisionnement stable est nécessaire lorsqu'ils veulent développer un produit. Par exemple, Yves Rocher a passé une commande à la Coop de PFNL pour faire des tests afin de développer de nouveaux cosmétiques faits à base de plantes de la forêt boréale. Un dossier à suivre...

La Coop des PFNL a également acheté plus de 4 000 kg de champignons forestiers

cet été. La coopérative de Girardville a acheté une partie de cette récolte afin de donner de la valeur ajoutée en commercialisant des sauces et des soupes à base de champignons. «On cherche toujours à être à l'avant-garde. On ne veut pas faire ce que les autres font, alors on a décidé de ne pas se lancer dans les champignons surgelés ou séchés. On préfère optimiser la valeur en faisant une deuxième transformation.»

### LE BOIS COMME SOURCE D'ÉNERGIE

Toujours dans l'idée de créer un maximum de valeur, la CFG a lancé deux compagnies pour maximiser les retombées régionales de la biomasse forestière. Ils ont d'abord lancé Résomass, un intégrateur provincial de la chaîne de valeur de la biomasse forestière, de la récolte à la distribution de la biomasse. Résomass est également distributeur de chaudières de biomasse Okefen. Puis, il y a CFG énergie qui vend de l'énergie à ses clients.

«On ne vend pas de la biomasse, on vend de l'énergie à nos clients. On s'occupe de tout, la bouilloire, l'entretien, l'approvisionnement. En plus de réduire les coûts de chauffage, la biomasse permet de réduire notre dépendance



Photo : CFG

aux combustibles fossiles. Mais le plus important, c'est que 100 % de l'argent reste dans l'économie locale et on consolide les emplois en région», explique Jérôme Simard. La CFG a aussi lancé une coopérative de valorisation de la biomasse avec plusieurs partenaires régionaux.

### ET ÇA CONTINUE

La coopérative souhaiterait remettre en

valeur une usine de sciage fermée en 2004 à Girardville. «On regarde différents scénarios avec des partenaires. Si ça fonctionne, je peux vous assurer qu'on fera les choses différemment, que l'on va utiliser l'ensemble de la fibre et que l'on va créer de la valeur ajoutée», lance Jérôme Simard. Les projets ne manquent pas alors que la coopérative réalise également un développement immobilier de sept maisons entièrement chauffées à la biomasse.

# Je participe

Nom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Courriel : \_\_\_\_\_  
 Téléphone : \_\_\_\_\_

## Devenir membre

<h3>J'annonce</h3> Adhésion annonceur (membre auxiliaire) 200\$ <input type="checkbox"/>	<h3>Je m'informe</h3> Adhésion lecteur (membre auxiliaire) 20\$ <input type="checkbox"/>	<h3>Je publie</h3> Adhésion journaliste (premier article) <input type="checkbox"/>
---	---	---

## Je m'abonne au tarif membre

Abonnement papier : 90\$  
 Abonnement courriel (PDF) : 25\$

Je souscris des parts privilégiées pour soutenir la mission de la coopérative : \_\_\_\_\_ \$  
 Je transmets cet abonnement avec le paiement du total ( \_\_\_\_\_ \$) à l'adresse suivante :

**Coopérative de journalisme indépendant. 86, Deuxième rang Est, Trois-Pistoles (Québec) G0L 4K0  
 418 860-1609 - www.journalensemble.coop**

Je refuse de découper mon superbe exemplaire d'Ensemble : Adhésion et abonnement en ligne : [coop.journalensemble.coop](http://coop.journalensemble.coop)  
 Je m'abonne par téléphone ou par courriel : 418 857-2712 ou [administration@journalensemble.coop](mailto:administration@journalensemble.coop)

**Parce qu'ensemble, on va plus loin.**

# Ensemble

Presse coopérative et indépendante [www.journalensemble.coop](http://www.journalensemble.coop)

Cécile Hauchecorne

«Beaucoup d'entreprises ici sont nées d'une mobilisation populaire et quand les gens se mettent ensemble pour sauver des morceaux de leur économie, cela donne souvent naissance à une coopérative», admet Philôme Lafrance, chargé de projet pour Petit-Saguenay 2020, une démarche de démocratie participative. «Le milieu socioéconomique du Bas-Saguenay foisonne de coopératives et d'OBNL (organismes à but non lucratif), avec un historique très fort et la preuve ainsi faite que de la concertation résulte une économie durable.»

### UN TISSU COOPÉRATIF DIVERSIFIÉ

L'épicerie de Petit-Saguenay, une coop créée il y a plus de 50 ans par un regroupement de producteurs agricoles du village voulant y distribuer leurs produits, existe toujours bel et bien dans un petit

**LES PRESSES DU FLEUVE**  
**SEUL IMPRIMEUR INDÉPENDANT**  
 à l'est de Montréal  
 pour l'impression de journaux, de circulaires et de bottins

**EN RÉGION ON FAIT BIEN PLUS QUE BONNE IMPRESSION**

**ON DONNE UN SERVICE IMPRESSIONNANT!**

- » JOURNAUX
- » REVUES
- » CIRCULAIRES
- » BOTTINS
- » NAPPERONS
- » TÉLÉPHONIKES

et bien plus...

Gilles Robitaille, directeur général  
 100, avenue de la Cour,  
 Montmagny (Québec) G5V 2V9

T 418 248.5500  
 SF 1 877 248.0020  
 F 418 248.3800

Les PRESSES du FLEUVE Inc.  
 Imprimeurs



## Café Cambio, coopérative de travail Haïti se relève dans une tasse de café près de chez vous

Les sentiers battus ne sont certainement pas de ceux où vous aurez la chance de croiser Guylaine Pelletier et Geneviève Demers, les cofondatrices du Café Cambio à Chicoutimi. Depuis sept ans, la microbrûlerie anime la rue Racine tout en stimulant le commerce international équitable et coopératif. Portrait en quelques gorgées de cet espresso bien serré.

*consommation responsable et locale, précise Geneviève qui revient tout juste d'une année de coopération volontaire avec des producteurs de café en Haïti.*

Dès lors, le café Cambio organise des rencontres thématiques, des expositions et des concerts, tout en distribuant des articles de production locale. Et depuis, peut-être n'est-ce que le simple fruit du hasard, la rue Racine connaît un élan de vitalité avec l'ouverture de nombreux commerces et restaurants.

### LAUDACE

Originaires de la région de Montréal, les deux comparses entreprennent en 2004 un petit tour du Québec qui les emmène du Bas-du-Fleuve à l'Abitibi, afin de dénicher le lieu idéal pour la réalisation de leur projet. «*La rue Racine, au centre-ville de Chicoutimi, avec ses nombreux locaux à louer, nous a tout de suite allumés, précise Mme Pelletier. En plus, il n'y avait aucune microbrûlerie de commerce équitable. Avec l'université et le Cégep, on avait notre clientèle cible: les 25-35 ans.*» S'installer ainsi dans une rue commerçante si peu dynamique, tout un défi que les deux jeunes femmes peuvent se vanter d'avoir relevé avec brio.

### UNE MISSION ÉDUCATIVE

«*On voulait s'installer en dehors de Montréal, dans une ville où le commerce équitable n'était pas encore connu, afin de sensibiliser un maximum de gens à la*

Lancer un restaurant et une brûlerie en même temps, un autre pari audacieux relevé par la joyeuse persévérance de ses instigatrices. «*La brûlerie, tu peux la laisser aller toute seule, tandis qu'avec la restauration, pour réussir à être rentable, c'est énormément d'énergie et tu ne peux jamais la lâcher! Cela a fini par empiéter sur le développement de la microbrûlerie*», poursuit Geneviève Demers qui s'est occupée durant plus de cinq années de la gestion du Cambio.

«*Maintenant que notre nom est fait, que le resto a une belle clientèle, on peut revenir à nos projets de départ, faire de la torréfaction artisanale et s'en retourner vers le monde du café en allant rencontrer des producteurs!*»

### LA COOP AU CŒUR DU PROJET

Pour le Cambio, le modèle coopératif



Geneviève Demers et Guylaine Pelletier lors de la mise en place de leur projet d'importation de café haïtien. Photo: Café Cambio

est apparu comme une évidence lors de la rédaction du plan d'affaires. Le monde du café est très «*coop*»: les producteurs de café certifié équitable sont regroupés en coopératives, l'achat se fait via Cooperative Coffees qui est une coopérative canado-étasunienne dédiée à l'importation de café biologique partout à travers le monde. Le Cambio, coopérative de travail, regroupe à ce jour 15 membres.

«*Avec Cooperative Coffees, on peut aller faire des tournées dans des pays producteurs, avec des dégustations de café, des rencontres, visiter des parcelles de culture de café. Tu peux prendre conscience de tout le long processus de la culture à la cueillette, dépulpage, séchage, triage, entreposage, exportation avant que le grain vert arrive au Café Cambio où on le torréfie*, explique Guylaine. *Alors c'est sûr que quand tu arrives pour faire ton espresso, tu fais bien attention à ne pas le faire couler trop vite, à respecter les règles de l'art et ainsi faire honneur à tout le travail qui a été accompli depuis le début.*»

### LA COOP FAIT DES PETITS

Du Cambio est né un second projet: nOula coop de solidarité. Geneviève Demers et Guylaine Pelletier acquièrent de plus en plus de connaissances dans ce vaste domaine. Elles décident d'importer du café d'Haïti, petit pays situé à quatre petites heures d'avion, qui exporte pourtant la majorité de son café en Angleterre, en France ou au Japon.

C'est pour contrer cette improbable logique de la mondialisation, que la Coop nOula a été créée, il y a trois ans. Située à Montréal, cette nouvelle coop de solidarité importe uniquement des produits d'Haïti (café, cacao, artisanat). C'est grâce à ce partenariat avec nOula et son cofondateur, Jean-Christophe Stefanovitch, que le Cambio peut enfin distribuer du café haïtien.

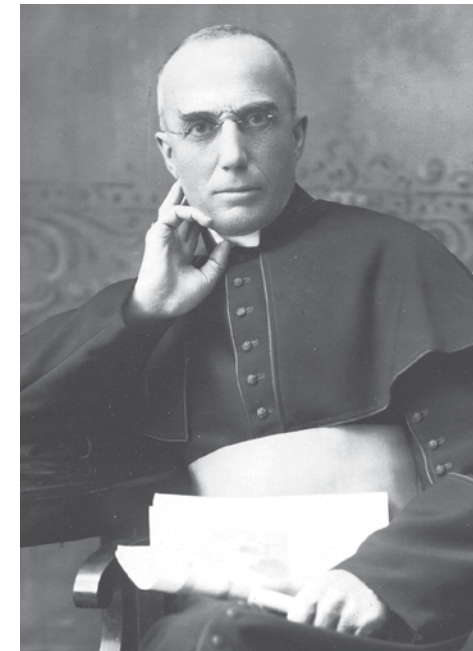
«*Le projet de microbrûlerie nous permet de revenir à l'origine, la base de nos élan professionnels, de ce qui nous fascine au départ: aller rencontrer les producteurs de café sur le terrain*», conclut Guylaine Pelletier, dont le regard pétillant en dit long sur sa passion.

## Caisse populaire Desjardins de Chicoutimi 100 ans de coopération

La fondation de la Caisse populaire Desjardins de Chicoutimi est synonyme, depuis ses débuts en 1911, de développement régional. Encouragée au départ par le fondateur du mouvement Alphonse Desjardins, elle s'imbrique profondément dans l'histoire socioéconomique de la région. Première caisse constituée au Saguenay-Lac-Saint-Jean, elle a fêté avec éclat, en 2011, le centième anniversaire de sa fondation.

### Éric Tremblay, historien

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, la coopération est une idée en vogue auprès des élites cléricales de Chicoutimi. L'un de ses membres les plus influents, l'abbé Eugène Lapointe, imprégné de l'encyclique *Rerum Novarum* du Pape Léon XIII, se soucie de la cause des travailleurs. Instigateur et âme du journal *La Défense*, l'abbé Lapointe fonde également, en 1907, le premier syndicat catholique au Québec, la Fédération ouvrière de Chicoutimi (FOC).



Mgr Eugène Lapointe (1860-1947), fondateur de la Caisse de Chicoutimi. Photo: Collection de l'auteur

La fondation de la Caisse populaire de Lévis, en 1901, n'est pas passée inaperçue au Saguenay, particulièrement au sein du clergé chicoutimien, où l'on s'intéresse au principe de l'épargne et de l'éducation économique des travailleurs, agriculteurs et ouvriers. En ce sens et sous l'influence de l'œuvre de Desjardins, l'abbé Lapointe et la FOC mettent sur pied la Caisse des petites

économies de Chicoutimi qui obtient ses lettres patentes, le 29 janvier 1908.

### LA FONDATION ET LES DÉBUTS (1911-1930)

Sous les auspices de la FOC, Alphonse Desjardins prononce une conférence à Chicoutimi, le 1<sup>er</sup> octobre 1911, devant trois cents personnes, majoritairement des ouvriers du quartier est de la ville (Bassin). Pendant une heure, Desjardins démontre les avantages que revêtent les caisses populaires pour la population. Il insiste sur la différence qui existe entre son mouvement coopératif et les banques, s'appuyant fortement sur le caractère social de l'institution. Il souligne également que la forte présence du clergé local dans la salle démontre leur soutien à la fondation de nouvelles caisses. Selon lui, les ecclésiastiques sont l'une des principales assises du mouvement. Le lendemain, il participe à la fondation de la Caisse populaire de Chicoutimi, la première du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

La Caisse populaire de Chicoutimi connaît des débuts prometteurs, puis difficiles, suite à l'incendie d'une grande partie de la ville de Chicoutimi le 24 juin 1912 et le déclenchement de la Première Guerre mondiale en 1914. Toutefois, la décennie 1910 étant favorable au développement de l'industrie des pâtes et papiers à Chicoutimi, la caisse profite de cette conjoncture pour consolider ses assises. La décennie suivante commence en lion, mais est interrompue par la faillite des usines de pulpe de Chicoutimi en 1924 et les prémices de la crise des années 1930. Cela n'empêche pas l'institution d'ouvrir une nouvelle succursale à Chicoutimi en 1927, la Caisse populaire de Saint-François-Xavier.

### AU TEMPS DE LA CRISE (1930-1945)

Influencée par le contexte économique défavorable, la Caisse populaire de Chicoutimi doit encaisser des changements considérables (chômage, misère et désorganisation économique). En frappant de plein fouet le sociétariat privilégié (membres) de la Caisse de Chicoutimi, la crise économique a une influence dévastatrice sur l'établissement financier; le besoin de crédit ne tarde pas à se faire sentir.

De 1931 à 1936, la situation est critique et les membres n'ont plus guère de contact avec l'institution, ne possédant même plus le droit de retirer les épargnes qui leur appartiennent. Dans les années suivantes, la



Intérieur de la Caisse populaire Saint-François-Xavier de Chicoutimi au début des années 1960. Photo tirée de la brochure du 60<sup>e</sup> anniversaire de la Caisse populaire de St-François-Xavier (1987)

caisse parvient progressivement à se sortir de son marasme, non sans avoir assumé des pertes considérables sur les prêts personnels et les hypothèques. Les premiers signes de redressement significatif sont perceptibles à la fin de la décennie.

### LES CAISSES POPULAIRES DE CHICOUTIMI AU TEMPS DE LA PROSPÉRITÉ (1945-1970)

La Seconde Guerre mondiale propulse la région au cœur d'une reprise économique spectaculaire. Les trente années qui suivent la renaissance de la Caisse populaire de Chicoutimi comptent parmi les plus belles du mouvement Desjardins à Chicoutimi. L'épargne accumulée par les travailleurs pendant la guerre et les années de prospérité va permettre aux caisses de Chicoutimi d'amorcer une croissance sans précédent.

Impliquée dès le départ dans le développement de sa collectivité, la Caisse de Chicoutimi ne demeure pas seule très longtemps. Le mouvement s'étend sur tout le territoire de la ville avec la fondation de la Caisse populaire de Saint-Antoine (1953), de la Caisse populaire de Saint-Isidore (1962) et de la Caisse populaire des Enseignants du Saguenay (1969).

### LA MODERNISATION ET LA TRANSFORMATION DU MOUVEMENT DESJARDINS À CHICOUTIMI (1970-2012)

Pendant les années 1970, une nette coupure survient dans l'économie mondiale et la croissance n'est plus un long fleuve tranquille. Jusqu'à aujourd'hui, l'économie subit une suite de cycles ascendants et descendants, qui soumet les dirigeants d'organismes économiques à un état de changement et de mutation quasi permanent. Dans le domaine social, le défi des caisses populaires depuis quelques décennies est de concilier les principes et les valeurs de la coopération avec les exigences de la rentabilité.

C'est dans ce contexte, qu'en 2001, les caisses de Chicoutimi fusionnent sous le nom de Caisse populaire Desjardins de Chicoutimi. L'année 2011 a marqué pour la Caisse Desjardins de Chicoutimi le centenaire de sa fondation. Pour souligner l'événement, plusieurs activités étaient au programme. Destinées d'abord aux membres, elles ont également été suivies par une partie de la population de la Ville de Saguenay.



Hôte du Forum social régional 02 du 11 au 13 octobre 2012, le Cégep de Jonquière, avec ses programmes d'études reliés à l'économie sociale et à l'humain, forme des gens qui ont à cœur la société de demain.

cegepjonquiere.ca

## L'ASSURANCE AU QUÉBEC, UNE HISTOIRE DE COOPÉRATION

Promutuel, c'est l'histoire de gens d'ici qui ont eu une grande idée. L'idée de s'unir pour se relever des pires catastrophes et se reconstruire, ensemble. C'est l'histoire de l'assurance au Québec, depuis plus d'un siècle.

**PROMUTUEL**  
DU LAC AU FJORD



HÉBERTVILLE  
418 344-1565 / 1 800 463-9646  
ALMA  
418 662-6595

CHICOUTIMI  
418 543-3291  
CHICOUTIMI-NORD  
418 696-0922

DOLBEAU-MISTASSINI  
418 276-0507  
LA BAIE  
418 544-2821

SAINT-FÉLICIEN  
418 679-1324  
SANS FRAIS :  
1 800 827-6595

promutuel.ca



# Dossier

## Forum coopératif du Saguenay-Lac-Saint-Jean

Dans le cadre de l'Année internationale des coopératives 2012, la Coopérative de développement régional Saguenay—Lac-Saint-Jean / Nord-du-Québec a convié ses partenaires aux forums coopératifs de Chibougamau, le 20 septembre, et d'Alma, le 27 septembre.

Parmi les nombreux sujets et conférenciers au programme, le journal Ensemble s'est penché sur l'enjeu de la relève coopérative avec l'exemple de Boisaco, présenté dans ces pages, et une entrevue avec Langis Lavoie, du Centre de transfert aux entreprises (CLD Saguenay). Cette dernière est l'objet de la chronique radiophonique Ensemble, publiée le 20 septembre dans l'édition Web, qui abordera également l'enjeu des services de proximité avec l'exemple de la Coopérative de solidarité Lac-Kéno et son président, Louis Pilote.

[www.journalensemble.coop](http://www.journalensemble.coop)

Industrie du bois de sciage

### Boisaco et Sacré-Cœur, unis pour la relance

Quand l'exploitation forestière fait faillite pour une troisième fois en 1982, le village ne baisse pas les bras. Trente mois plus tard, est fondée Boisaco, une nouvelle structure impliquant les travailleurs et les gens de sa communauté. En regroupant toutes leurs forces, ces personnes deviennent des acteurs responsables de leur développement socioéconomique. Cette richesse, ils vont la répartir dans la communauté, la consolider et en diversifier les sources par la création, dans les environs, d'entreprises directement liées aux activités de Boisaco. Citée comme un modèle, la formule réussit encore, autant sur le plan économique que social et humain. C'est ça, la dynamique qui lie Boisaco et Sacré-Cœur, sur les rives du fjord du Saguenay, depuis 26 ans.



Trois organisations détiennent à parts égales les actions de Boisaco inc. Cofor regroupe les travailleurs en forêt, Unisaco ceux de l'usine qui scient, sèchent et rabotent le bois pour le transformer en bois d'œuvre, et Investra, une SPEQ de 400 actionnaires de la région.

Christine Gilliet

Entre 1976 et 1982, trois entreprises d'exploitation et de sciage du bois font faillite successivement, dans un contexte économique de krach boursier, de très fortes hausses des taux d'intérêt et du prix du pétrole. À Sacré-Cœur, les gens refusent la misère, veulent rester dans leur coin de pays et créer leurs emplois durables. Alors, la communauté se mobilise, rachète l'exploitation et crée en 1985 Boisaco inc., composée de deux coopératives de



Au-delà des aspects quantitatifs et économiques, la réussite se perçoit dans la fierté de cette communauté et le fort attachement à sa région qu'elle veut mettre en valeur pour la rendre encore plus accueillante.

Photo : Boisaco

#### LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Pour assurer leur indépendance à long terme, les acteurs de cette réussite créent cinq entreprises de deuxième et troisième transformations, dont Boisaco, les deux coopératives et Investra sont en partie actionnaires. Graniber (tranchage de granit) créée en 1995, Sacopan (fabrication de panneaux décoratifs) en 1998, Ripco (fabrication de litière équestre de luxe) en 2001, Bersaco (exploitation forestière et usine de sciage) en 2002 et Granulco

#### POUR CETTE ÉDITION

Rédaction : Claude Béland, Raymond Corriveau, Christine Gilliet, Cécile Hauchecorne, Guillaume Roy, Marie-Eve Roy, Eric Tremblay, Simon Van Vliet et Nicolas Falcimaigne, rédacteur en chef.

Photographie : Nicolas Falcimaigne, Christine Gilliet, Guillaume Roy, Eric Tremblay. Révision : Christine Gilliet. Montage : Les Presses du Fleuve. Maquette : Nicolas Falcimaigne, Charles Lavolette.

Comité de rédaction : Frédérique Doucet, Nicolas Falcimaigne, Christine Gilliet, Charles Lavolette, Alexandre Sheldon et Simon Van Vliet.

(fabrication de granules de chauffage) en 2009: environ 300 travailleurs y sont répartis.

Ainsi, le moteur de développement et de diversification socioéconomique est en marche à Sacré-Cœur, qui compte 2 024 habitants en 2006, et dans le secteur ouest du territoire de la MRC La Haute-Côte-Nord. «Avec cette indépendance, les gens sont passés du pessimisme à l'optimisme, en mode recherche de solutions, dans l'harmonie plutôt que la confrontation. La plus grande réussite est sur le plan humain et social», résume Guy Deschênes qui ne manquera pas de répéter ces mots à la conférence du Forum coopératif d'Alma du 27 septembre 2012.

#### RÉPARTIR LA RICHESSE ET TRAVERSER LA CRISE

Aujourd'hui, les quelque 600 travailleurs de Boisaco réalisent un chiffre d'affaires de 60 millions de dollars. Sur les excédents, 18% sont retournés aux coopératives Unisaco et Cofor, 27% à ces deux coopératives et aux actionnaires d'Investra, et 55% sont investis dans un fonds de développement. «Avec ces ristournes, tout retourne dans le milieu, à un niveau très important dans la communauté», explique Steeve St-Gelais.

En 2007, Boisaco est consolidée par l'entrée d'un partenaire de capital de risque, le Mouvement Desjardins, qui détient 13% des actions, tout en préservant les parts

égales des deux coopératives et de la SPEQ. «Ce qui lui permet de passer à travers la crise de l'industrie forestière, précise M. St-Gelais, nous en sommes à la septième année. Mais, depuis quelques mois, la demande pour le bois d'œuvre reprend», constate-t-il.

Une étude sur Boisaco, menée par Sarah Toulouse, étudiante à la maîtrise en gestion et gouvernance des coopératives et des mutuelles à l'Université de Sherbrooke est publiée en 2011. On peut y lire : «En définitive, chez Boisaco, gestion participative rime avec implication, prise en charge, sensibilisation aux enjeux de l'organisation et, surtout, confiance. [...] Une solidarité qui, en temps de crise comme c'est le cas à l'heure actuelle, se traduit non seulement par une mesure de gel des salaires adoptée il y a quatre ans, mais aussi par une politique de réduction des salaires (de 5 ou 10%) lorsque le prix du pied mesure de planche atteint certaines valeurs seuils [...]».

Malgré tout, Boisaco se démarque de la compétition, fonctionne à plein régime et continue à rechercher des solutions innovantes pour l'avenir. Pour le mois d'octobre, elle attend sa certification FSC, qui atteste de sa bonne gestion de la forêt, tenant compte de l'environnement et des impacts sociaux. «Avec le grand territoire qu'on exploite, on en a encore pour longtemps, estime Steeve St-Gelais, même si les volumes disponibles ont baissé et que des contraintes s'ajoutent, comme les aires protégées».

Conseil d'administration : Christine Gilliet, trésorière, Charles Lavolette, administrateur, Dru Oja Jay, vice-président, Simon Van Vliet, secrétaire et Nicolas Falcimaigne, président.

Co-Présidents d'honneur : Claude Béland et Raymond Corriveau.

Direction générale : Comité provisoire de la Coopérative en solution de gestion collective - Site Web : FairTradeMedia.com

Publicité : Marc-Olivier Toupin, 514.274.7583

Communiqués de presse : info@journalensemble.coop

Parce qu'ensemble, on va plus loin.

Histoire du mouvement coopératif au Saguenay-Lac-Saint-Jean

### De la ruralité à la modernité

Le gigantisme du mouvement coopératif est l'un des fleurons de l'histoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Contrée importante de l'implantation de la grande industrie, la région est pourtant depuis un siècle un terreau fertile de la coopération. Cette contradiction s'explique en grande partie par l'immensité du territoire, l'abondance des travailleurs, ainsi que par l'uniformité de sa population. Rurale pendant longtemps, elle ne s'urbanise que progressivement.

Éric Tremblay, historien

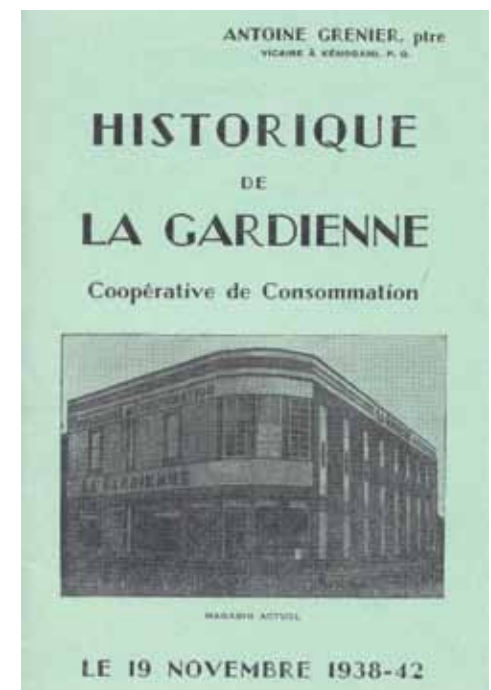
Colonisée à partir de 1838, la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean est d'abord convoitée pour son énorme potentiel : riches terres agricoles, forêt luxuriante, bassin hydrographique prodigieux. Ancien royaume de la traite des fourrures, elle favorise l'établissement d'une population composée majoritairement d'une main-d'œuvre agricole abondante, qui travaille au champ l'été et dans les chantiers l'hiver.

Cette population est répartie sur un vaste territoire divisé en deux sous-régions : le Saguenay et le Lac-Saint-Jean. Une importante portion vit dans des villages ou à la campagne, même si la région compte quelques villes. Cette société tourne autour du clocher de l'église et de ses élites clérical-nationalistes. Représentant la tradition et la continuité, ce microcosme encourage une certaine solidarité et un partage des valeurs nécessaires à l'émergence du mouvement coopératif.

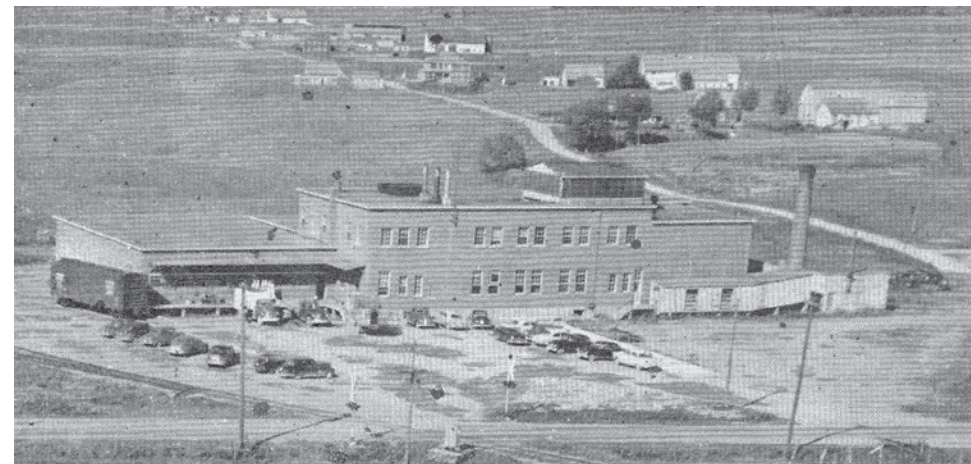
#### LES DÉBUTS DE LA COOPÉRATION AU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN (1908-1930)

Au début du 20<sup>e</sup> siècle, l'industrialisation et l'urbanisation progressent à grands pas au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Comme dans la plupart des pays occidentaux, l'on passe d'un capitalisme de concurrence à un capitalisme de monopole. Ce contexte oblige l'élite locale à contrer la puissance du capitalisme par la création de coopératives, espérant ainsi sauvegarder le pouvoir dans les localités.

Pour ce faire, l'on met sur pied à Chicoutimi, la Caisse des petites économies (1908) et un premier comptoir de la Caisse populaire (1911). Puis nous assistons, à Saint-Félix-d'Otis, à la naissance d'une coopérative agricole (1912). Les producteurs de fromage



Brochure intitulée *Historique de la Gardienne*, coopérative de consommation. Elle retrace le parcours de la coopérative depuis sa fondation, en 1938, à Kénogami.



Les installations des Abattoirs du Saguenay, maintenant la Chaîne Coopérative du Saguenay, à Saint-Bruno au Lac-Saint-Jean, vers 1950.

tentent également de s'organiser à la même époque, mais sans grand résultat.

Au début des années 1920, une législation actualisée et la mise sur pied de l'Union catholique des cultivateurs (UCC) vont permettre une forte progression du coopératisme agricole. Entre temps, de nouvelles caisses populaires s'installent progressivement sur le territoire du Saguenay-Lac-Saint-Jean, encourageant ainsi l'économie locale et la mise en commun du capital et des ressources.

#### DE LA CRISE À LA GUERRE (1930-1945)

Les «années folles» se terminent abruptement un certain jeudi d'octobre 1929 avec l'effondrement des valeurs boursières. Le monde vit alors une de ses plus importantes crises économiques avec un ralentissement de la production, une chute des prix, des faillites, du chômage, etc.

À ce moment, une crise profonde secoue le capitalisme et la coopération devient alors l'une des solutions. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est encore dans le domaine agricole, puis forestier que l'action coopérative s'organise. À la fin de la crise, le nombre des coopératives agricoles augmente non seulement dans le domaine de l'achat et de la vente, mais aussi dans celui de la transformation, de la consommation et de l'habitation.

À titre d'exemple, cela se traduit par la création de coopératives de consommation urbaine comme la Glaneuse de Jonquières, la Paroissiale d'Alma et la Progressive de Dolbeau, qui sont fondées en 1938, et la Capitale fondée à Chicoutimi en 1939. Du côté de l'industrie forestière, nous assistons à la mise sur pied des chantiers coopératifs de l'Anse-Saint-Jean en 1941, puis ceux de Rivière-Éternité et de La Doré, en 1944. Tandis que pour les coopératives d'habitation, il en existe quelques-unes dont celle du Foyer coopératif à Chicoutimi (1944).

#### DE LA FIN DE LA GUERRE AUX ANNÉES 1960

En 1945, la fin de la Seconde Guerre mondiale marque l'entrée de l'Amérique du Nord dans une grande phase de prospérité économique. Cette situation entame une nouvelle période dans l'histoire des coopératives. Les secteurs matures des finances et de l'agriculture, ainsi que le domaine de la consommation, passent par une phase de consolidation et même d'exploration de nouvelles avenues.

Pour les autres secteurs, plus particulièrement du côté des coopératives forestières, la situation est difficile et plusieurs tentatives de regroupement en fédération se soldent par un échec. Contrairement à ce qui s'est produit pendant la période précédente, les coopératives ne se développent pas dans

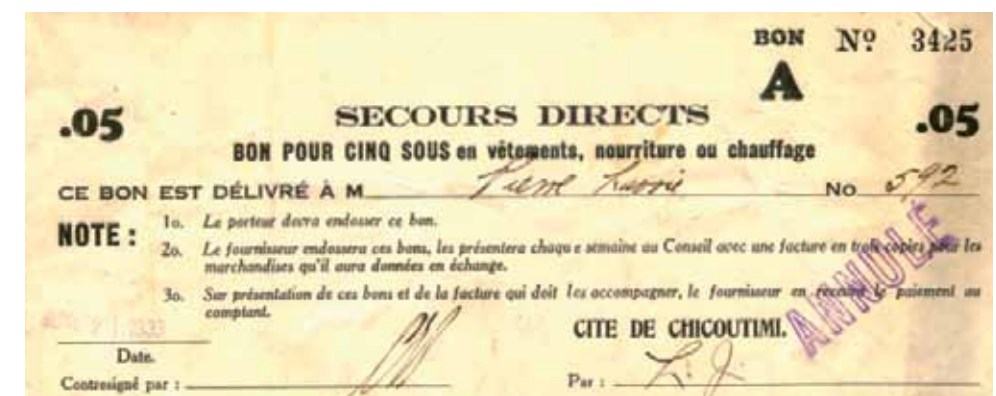
ainsi qu'un rôle plus vaste et plus actif de l'État, profitent au mouvement coopératif en général. Au Saguenay-Lac-Saint-Jean, cette conjoncture permet la naissance des caisses d'entraide économique. Devenue une fédération provinciale en 1978, ce réseau sera l'une des nombreuses victimes de la crise économique des années 1980.

À partir des années 1980, le monde est caractérisé par l'incertitude économique et sociale. Toujours en développement, le mouvement coopératif s'adapte depuis les années 1970, il ne se contente plus d'évoluer dans le domaine économique, mais est de plus en plus préoccupé par l'amélioration des conditions sociales dans lesquelles évolue la population régionale. Actuellement, le mouvement coopératif est en mutation, et on le retrouve maintenant dans de nouvelles sphères d'activités comme, entre autres, le recyclage, les loisirs, le service aux entreprises, le développement international.

de nouveaux secteurs d'activités.

#### DES ANNÉES 1960 À LA FIN DU 20<sup>E</sup> SIÈCLE

Dans les années 1960, un regain économique dans presque tous les secteurs,



Un billet de secours directs (bon au porteur) remis aux travailleurs en chômage pendant la crise des années 1930.

Photo: Collection de l'auteur



La Boulangerie du Royaume est fière d'être partenaire du milieu coopératif régional

418-695-7246 (pain)  
<http://boulangerieduroyaume.com>



**175<sup>e</sup>**  
Saguenay-  
Lac-Saint-Jean  
1838 - 2013  
*Faites partie  
de la Fête!*

175 ans  
de  
coopération!

En 2013, cap sur le  
Saguenay-Lac-Saint-  
Jean pour participer  
aux festivités de son  
175<sup>e</sup> anniversaire.

**fete175slsj.ca**

Pour plus détails concernant notre programmation surveillez notre site Internet [fete175slsj.ca](http://fete175slsj.ca)  
Rejoignez-nous sur  ou par courriel au [info@fete175slsj.ca](mailto:info@fete175slsj.ca)



# Citoyens



## Avenir et coopératisme

En cette année internationale des coopératives se terminait, il y a quelques jours, une longue campagne électorale au cours de laquelle, me disait un de mes amis, il ne fut guère question de coopératisme ou de coopératives.

Claude Béland

Il est vrai que ces deux mots n'ont pas été souvent prononcés. Faut-il s'en faire? Je ne crois pas. Puisque Monsieur Jourdain, dans le Bourgeois gentilhomme, peut faire de la prose sans le savoir, pourquoi nos politiciens ne pourraient pas parler de coopératisme, sans le savoir? Ce fut le cas au cours de la dernière campagne. Dans son «discours de victoire», Pauline Marois déclara: «Nous voulons prendre nous-mêmes les décisions qui nous concernent», ce que propose la coopérative.

Contrairement aux règles des entreprises traditionnelles, dans une vraie coopérative, ce sont les membres qui prennent les décisions qui les concernent collectivement. Autrement dit, la prise de contrôle citoyenne se fait plus aisément par la création de coopératives.

Le chef d'un autre parti n'a cessé, pour sa part, de souhaiter un «Québec de propriétaires» de ses entreprises - ce qui devient possible en encourageant les consommateurs à devenir propriétaires de leur entreprise et en encourageant les travailleurs à devenir propriétaires de l'entreprise dans laquelle ils travaillent.

De plus, tous parlaient de démocratie, de transparence (par un nouveau mode de scrutin et des processus d'initiative populaire), ce qui est courant dans les coopératives. Il fut question aussi de solidarité et de développement, des valeurs propres aux coopératives.

Faire de la prose ou proposer la coopératisme sans le savoir, c'est déjà un bon départ. C'est mieux que rien, comme disait l'autre. Mais c'est parler d'une chose sans nom et dont on ignore la raison d'être. Pour en assurer l'avenir, il importe de l'identifier clairement pour éviter les adaptations dangereuses ou les tentations destructrices. Il faut des bases solides - sur lesquelles on ne peut faire de concession.

Il importe que les coopérateurs ne soient pas uniquement des vendeurs de produits ou de services, mais qu'ils soient des agents de changement: ils se doivent d'être des «vendeurs d'un projet de société plus humain et plus stable». Pour y arriver, il faut l'éducation coopérative permanente et constante. Un sujet dont il faudra parler en sachant de quoi on parle!

Claude Béland est coprésident d'honneur de la Coopérative de journalisme indépendant, éditeur du journal Ensemble. Il a été président du Mouvement Desjardins de 1987 à 2000.

## L'aile d'un royaume

Le Saguenay-Lac-Saint-Jean, c'est déjà le Nord, un Nord diversifié. Avec son fjord taillé dans le bouclier canadien, ce Nord reçoit avec les marées l'influence des océans Atlantique et Arctique jusqu'à Saguenay. Autour du lac Saint-Jean, le territoire s'est fortement municipalisé au siècle dernier, avec des villes qui ont su garder leur visage humain. Et partout ailleurs, la forêt immense et boréale. Quand on s'étale sur cinq degrés de latitude, entre le 48° et le 53° nord, on est à la mesure d'un pays ou même de plusieurs pays aux richesses plurielles.

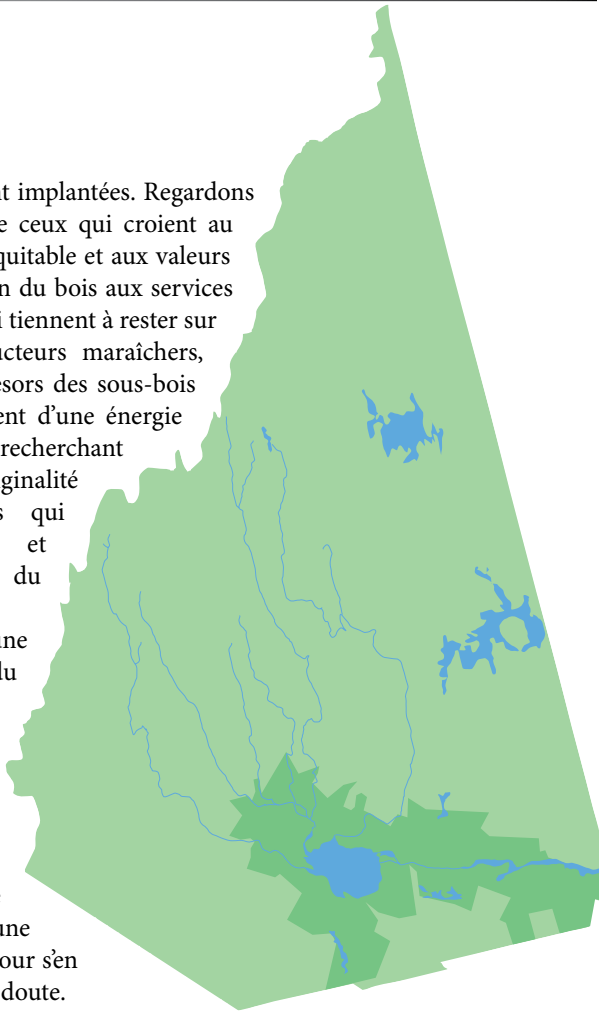
Christine Gilliet

Alors, est-ce cette nature contrastée qui a façonné ses habitants? Ou bien le fait historique qu'on a donné à leur coin de pays le nom de royaume? Est-ce ce Nord généreux?

On dit que les gens du Saguenay-Lac-Saint-Jean sont fiers. Quand on est fier, on révèle le meilleur de soi et on l'affiche, surtout quand on a dû se retrousser les manches et refuser les aléas liés aux crises économiques. Alors, oui, ces gens-là ont certainement de quoi être fiers. Et pareil pour leurs coops. Dans cette région, le mouvement coopératif est puissant et n'a rien à envier aux grandes industries nationales ou

multinationales qui s'y sont implantées. Regardons sur le terrain le travail de ceux qui croient au développement durable, équitable et aux valeurs de partage: de l'exploitation du bois aux services de plein air, des artistes qui tiennent à rester sur leur territoire aux producteurs maraîchers, de la récolte des petits trésors des sous-bois au projet de développement d'une énergie éolienne, des commerces recherchant autant la qualité que l'originalité aux maisons funéraires qui refusent le fatalisme et reconquière leurs parts du marché.

À croire qu'ils ont une âme de Viking, ces gens du Saguenay-Lac-Saint-Jean, avec un supplément de sérénité à l'image de leur grand lac, le troisième plus grand du Québec. Sur le papier, les limites géographiques de cette grande région forment une aile. L'aile d'un royaume, pour s'en aller encore plus loin, sans doute.



# Idées

## Écoconseiller, un métier peu conventionnel

Depuis dix ans, l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) offre un programme de deuxième cycle en éco-conseil. Ce métier est apparu pour la première fois en France à la fin des années 1980. Les pionniers du concept voulaient professionnaliser la prise en considération des problématiques environnementales dans toutes les sphères de l'activité économique, institutionnelle et sociale.

Un écoconseiller n'est pas un militant de l'environnement, de l'économie de marché ou un délégué syndical, et ce n'est pas non plus un agent de conformité à un système qui se fissure de partout. Son rôle est de permettre à des acteurs qui ont des intérêts différents de trouver des solutions de développement durable, acceptables pour les uns et pour les autres. Cependant, un écoconseiller n'est pas un acteur «neutre». Les décisions auxquelles il participe doivent reposer sur quatre valeurs importantes, indissociables et non négociables: participer à un monde plus libre, plus juste, plus vert et plus responsable.

Un monde plus libre est un monde dans lequel la démocratie se décline à tous les niveaux de pouvoir: du citoyen aux conventions internationales, en passant par les États, les régions et les municipalités. Comme les pollutions n'ont pas de frontières, seules des directives mondiales pourront influencer les politiques des États nations. Mais chaque situation locale est particulière et une démocratie plus démocratique implique d'arrimer les différents niveaux

de pouvoir. Dans les principes du développement durable, on appelle cela «subsidiarité».

Un monde plus juste fait référence à la création et la répartition des richesses avec un souci particulier pour les plus démunis. Il n'est pas éthique dans la pensée d'éco-conseil que l'économie devienne une finalité. L'activité économique doit être un moyen pour permettre la prospérité sociale partout dans le monde.

Dans un monde plus vert, les humains ne considèrent plus la nature comme un objet taillable et corvéable à merci. Ils la voient comme une «partenaire»: le destin des humains et de tout ce qui vit sur la Terre est lié. Dans une nature partenaire, quand on prend quelque chose, on rend quelque chose. Il importe aussi d'avoir à l'esprit que la nature et l'humain évoluent ensemble au fil du temps et s'influencent mutuellement.

Enfin, un monde plus responsable fait référence à notre obligation d'aujourd'hui de réduire la dette écologique héritée de nos ascendants parce que nous profitons aussi

des innovations qu'ils nous ont léguées. Il s'agit de céder aux générations futures un monde meilleur que celui dont nous avons hérité. La sagesse des générations antérieures devrait nous éclairer autant que les connaissances d'aujourd'hui pour inventer demain.

La formation des écoconseillers à l'UQAC s'appuie sur un apprentissage multidisciplinaire réalisé par une recherche aux orientations multiples. À la Chaire de recherche et d'intervention en éco-conseil, les chercheurs se penchent notamment sur des problématiques de biomasse forestière et de gestion des déchets en lien avec les changements climatiques, d'outils de gestion pour aider les organisations à s'orienter vers ce monde plus libre, plus juste, plus vert et plus responsable. Un volet consacré à la non-acceptabilité sociale des projets de développement commence aussi à se développer. Ces nouvelles connaissances développées serviront les écoconseillers qui doivent maintenant agir dans un contexte de polarisation sociale.

Nicole Huybens, Ph.D., professeure - chercheuse en éco-conseil à l'UQAC

Peggy Henry, écoconseillère et étudiante à la maîtrise



Photo: Nicolas Falcimaigne

À lire bientôt sur [www.journalensemble.coop](http://www.journalensemble.coop)



Café du Brulôt

NUTRINOR



Coop NORD-BIO

Coopérative de solidarité Lac-Kéno



Le journal Ensemble publie régulièrement de l'information en ligne. Reportages, photos et vidéos exclusifs sur la coopération, les régions et les grands enjeux de société.

[www.journalensemble.coop](http://www.journalensemble.coop)

Suivez nous...

## Réforme démocratique

### Où est-ce qu'on s'inscrit?

Le dernier droit de la récente campagne électorale a donné lieu à d'intenses débats autour du «vote utile». Voter stratégique ou voter avec son cœur? Cette polarisation a rapidement éclipsé les questions réelles qui auraient dû guider les choix des citoyens. Au final, le résultat de l'élection a semblé tenir plus du hasard que d'un reflet fidèle des suffrages exprimés. Comment ne pas conclure que notre démocratie mérite un sérieux ménage?

Nicolas Falcimaigne

Il n'est pas surprenant que de nombreux groupes, citoyens, personnalités publiques, aient pris fait et cause pour la réforme démocratique, au moins celle du mode de scrutin, avant et après le 4 septembre. Dominic Champagne, organisateur du ralliement du 22 avril pour le printemps québécois, a même terminé son essai *Le gouvernement invisible*, écrit à la hâte et publié avant l'élection, sur la recommandation de tenir une Assemblée constituante.



Pauline Marois a accueilli la fragile victoire du Parti québécois, le 4 septembre 2012 au Métropolis de Montréal.



Les institutions démocratiques du Québec ont besoin de plus qu'un ravalement de façade.

Photo: Nicolas Falcimaigne

#### L'EFFET CONTRE LA CAUSE

Si le résultat de l'élection illustre l'urgence de la réforme démocratique, il la reporte pourtant aux calendes grecques. Les partis qui proposaient la convocation d'une Assemblée constituante formée de citoyens n'ont pas été élus (Option nationale) ou n'ont pas accru leur pouvoir (Québec solidaire). Même en doublant sa représentation, Québec solidaire ne pourra encore que déposer un projet de loi qui aura peu de chances d'être adopté.

Le Parti québécois, élu pour former un gouvernement minoritaire avec quelques sièges de plus que le Parti libéral, pourra faire adopter quelques réformes. La Coalition avenir Québec, qui détient la «balance du pouvoir», devrait voter en faveur de ces changements qui figuraient dans son propre programme. Les dons aux partis politiques pourraient donc être plafonnés à 100 \$, illustrait Bernard Drainville, interrogé lors de la soirée électorale.

#### PERTE D'APPÉTIT POUR LA RÉFORME

L'effet le plus important du résultat électoral est sans doute que les trois grands partis n'ont plus aucun intérêt à revoir le mode de scrutin. Le Parti québécois doit sa courte victoire aux distorsions du mode de scrutin actuel, qui ont aussi permis au Parti libéral de sauver les meubles. Bien que sous représentée par rapport à ses résultats, la Coalition avenir Québec espérera bénéficier du même phénomène à son tour la prochaine fois.

L'espoir d'une réforme démocratique repose donc maintenant sur les seules épaules des citoyens. Et c'est normal, puisque toute loi fondamentale émane directement de la population, au-dessus

des élus. Les élus sont en conflit d'intérêts quand vient le temps de décider des règles du jeu de leur accès au pouvoir.

#### MOBILISER LES CITOYENS?

La manifestation du 15 septembre, journée internationale de la démocratie, a réuni à peine 60 personnes pour réclamer le mode de scrutin proportionnel. Le concept d'Assemblée constituante a toutefois pris sa place dans l'espace public pendant la dernière année, et un parti politique en a même pris le nom. La Coalition pour la Constituante a présenté près de 30 candidats et recueilli plus de 5 000 votes au Québec, après seulement quelques mois d'existence.

Si la solution ne vient pas de l'Assemblée nationale, il faut souhaiter que l'idée d'une constituante soit portée par les citoyens et les personnalités publiques, ce qui forcera les médias à la relayer, puisqu'elle deviendra un enjeu important pour une majorité de citoyens.

Dans une coopérative, quand une assemblée générale est nécessaire mais que le conseil d'administration ne la convoque pas, c'est aux membres de le faire. Notre État, qui peut être comparé à une grande coopérative territoriale, est mûr pour une bonne révision de ses règlements de régie interne, les institutions démocratiques, et cela ne peut être fait qu'en convoquant l'assemblée générale, c'est-à-dire une Assemblée constituante. Où est-ce qu'on s'inscrit?



Les partisans du Parti québécois réunis au Métropolis ont salué la défaite de Jean Charest dans Sherbrooke, le 4 septembre 2012.

Photo: Nicolas Falcimaigne

# Idées

# Médias



## Information régionale

### De l'espoir

L'arrivée au pouvoir du Parti Québécois suscite de nombreux espoirs dans le monde de l'information. Sans rien bouculser et en ne menaçant pas son statut de gouvernement minoritaire, nombre de chantiers peuvent être mis en place.

Raymond Corriveau

À court terme, l'amélioration du soutien aux médias communautaires et coopératifs s'impose. Rappelons que sur le territoire du Québec, tous ont droit à une information libre et de qualité et que les médias communautaires jouent un rôle crucial pour suppléer à une logique de marché de l'information qui devient rapidement ni égalitaire ni épanouissante pour les communautés.

Cela ne peut se faire sans un travail d'amélioration des contenus. Il faut donc soutenir et encourager l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ) et les autres organismes de regroupement dans leurs efforts de formation. Les programmes universitaires devraient aussi envisager la création de stages en milieu de travail de manière à renforcer la formation des médias communautaires tout en assurant une expérience très enrichissante à leurs étudiants.

Nous ne pouvons qu'espérer aussi que la voix citoyenne, si fortement exprimée dans le cadre de la tournée du Conseil de presse en 2008, soit enfin entendue et que Télé-Québec retrouve sa mission initiale, celle qui a prévalu à son expansion au cours des années 1970. Le service public québécois doit devenir cette plateforme multiple d'information régionale, transrégionale et nationale afin de soutenir les efforts de développement dans tous les domaines de la société civile. Du développement régional à la santé en passant par la valorisation de la ruralité jusqu'à la culture. Ce réaménagement est envisageable sur l'échelle d'une année.

En dernier lieu, et dans une volonté de soutenir cette vocation télévisuelle enfin retrouvée, nous pouvons souhaiter la mise en place d'un chantier pour établir des agences de presse pour chaque région du Québec. Inspirées du modèle coopératif, ces agences pourraient fédérer les efforts d'information des médias communautaires tout en s'appuyant également sur les multiples sources d'information gouvernementales ou paragouvernementales. Ce serait une réponse à l'éparpillement des efforts d'information qui prévaut actuellement, avec un lieu possible d'expression grâce à une télévision nationale.

À nouveau, il nous est permis de rêver. L'information d'aujourd'hui, c'est aussi l'avenir.

Raymond Corriveau est coprésident d'honneur de la Coopérative de journalisme indépendant, éditeur du journal Ensemble. Il a été président du Conseil de presse du Québec de 2004 à 2009.



Val-Éo, coopérative de solidarité

## L'énergie éolienne au service de la communauté

Le développement d'énergie éolienne au Lac-Saint-Jean, c'est possible! Et c'est bien ce que tente de faire Val-Éo, coopérative de solidarité, qui mettra en place un parc éolien communautaire dans le secteur de Saint-Gédéon, opérationnel dès le mois de décembre 2015.

Marie-Eve Roy

Ce projet de 24 mégawatts s'est concrétisé en 2010, alors que le document déposé par Val-Éo dans le cadre de l'appel d'offres éolien d'Hydro-Québec a été retenu. «La première chose était de se qualifier auprès d'Hydro-Québec. Sans cela, le projet n'aurait pas été possible», explique Patrick Côté, directeur général de la coopérative.

Depuis sa fondation en 2005, l'objectif premier de Val-Éo est de permettre aux agriculteurs et à leur communauté de conserver le contrôle sur la gestion de leur ressource éolienne et de mettre ainsi le développement de l'énergie éolienne au service de la collectivité locale. «Un des éléments déclencheurs du projet, outre le potentiel éolien démontré de la région, c'est qu'il y avait beaucoup de grandes entreprises extérieures au Saguenay-Lac-Saint-Jean qui s'intéressaient à ce potentiel et qui proposaient aux agriculteurs d'exploiter la ressource. Cela s'est produit trop souvent dans le passé, alors

Val-Éo a voulu permettre aux agriculteurs et aux citoyens de conserver le contrôle de cette énergie pour qu'ils puissent ensuite s'approprier les retombées et diversifier leurs revenus», ajoute M. Côté.

Les administrateurs de Val-Éo travaillent actuellement à l'élaboration d'une étude d'impact sur l'environnement du milieu biophysique (faune, flore, eaux, sols) et du milieu humain. Cette étude devrait être achevée en 2013. «L'étude d'impact est l'étape la plus longue, car il est important de bien comprendre comment le projet va modifier l'environnement et d'adopter les mesures appropriées pour s'assurer que les impacts soient les meilleurs possibles pour la communauté», soutient le directeur général. La prochaine étape sera de transférer l'étude complétée au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) afin qu'il ait des audiences publiques sur le projet.

### UN PROJET UNIQUE AU QUÉBEC

Val-Éo compte aujourd'hui 54 membres utilisateurs, un membre de soutien et cinq membres auxiliaires dont des agriculteurs, des citoyens, des organisations et des municipalités. Toutefois, le modèle de gestion Val-Éo se démarque par sa capacité à intégrer les impératifs économiques et financiers aux objectifs de gestion collective et démocratique. Ainsi, en 2007, la Société



Val-Éo compte aujourd'hui 54 membres utilisateurs, un membre de soutien et cinq membres auxiliaires dont des agriculteurs, des citoyens, des organisations et des municipalités. Photo: Val-Éo

en Commandite Val-Éo a été créée afin de financer le développement du projet et les études techniques, et un partenariat d'affaires a été conclu avec la société Algonquin Power.

«Cette association était nécessaire si nous voulions répondre aux exigences d'Hydro-Québec. Par ailleurs, grâce à la Société en Commandite, tous les citoyens du Saguenay-

Lac-Saint-Jean peuvent choisir d'investir dans le projet. Nous sommes la seule coop au Québec qui permet aux citoyens de bénéficier de cette opportunité», conclut M. Côté. Depuis la mise en place de Val-Éo, ce sont environ 120 investisseurs qui se sont impliqués dans le projet de développement éolien, pour un montant de plus de 800 000\$.

La Boulangerie Coop du Royaume

## La multiplication des pains

Chaque année, la Boulangerie coop du Royaume verse un montant de 15000\$ à sa communauté, grâce à un partenariat établi en 2011 avec le Fonds de dotation Santé Jonquière. Pour chaque pain sans gras sans sucre vendu, 0,05 \$ sont remis directement au Fonds qui permet de soutenir et de favoriser le maintien et le développement des soins et des services offerts au Centre de santé et de services sociaux de Jonquière.

Marie-Eve Roy

«Le Fonds nous a approchés, car il cherchait un partenaire. La proposition nous a tout de suite intéressés. S'impliquer dans cette cause est pour nous une façon de remercier notre clientèle en lui redonnant une partie de nos profits», explique André Bonnel, directeur général.

Selon lui, c'est un devoir pour les entreprises locales de s'impliquer dans leur milieu. «Le nombre d'entreprises locales diminue sans cesse au profit de grandes entreprises extérieures. Celles qui restent doivent absolument contribuer à développer la communauté.»

Outre le partenariat avec le Fonds de dotation, la Boulangerie coop du Royaume vient en aide à différentes

causes en participant à des levées de fonds et en offrant des commandites.

### UNE ENTREPRISE BIEN ANCRÉE DANS SA COMMUNAUTÉ

Depuis sa création en 1997, la Boulangerie du Royaume a réussi à se tailler une place de choix dans le marché régional, toujours dans l'optique d'offrir à sa clientèle des produits de boulangerie frais et nutritifs chaque jour, tout en contribuant à la santé de la population. À ce jour, 60 produits différents sont offerts chez 61 détaillants du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

«Nous avons débuté avec presque rien, il y a 16 ans. Nous avons fait notre place au fil du temps, si bien qu'aujourd'hui, nous avons un chiffre d'affaires de près de cinq millions de dollars par année et nous accaparons environ 15 % du marché dans les commerces où nous faisons affaires», souligne M. Bonnel.

Huit membres fondateurs ont mis sur pied la Boulangerie coop du Royaume, tous issus du milieu boulanger. «Nous n'étions pas des hommes d'affaires. Nous travaillions tous dans une boulangerie au départ. Mais celle-ci a fermé ses portes et nous avons décidé d'en ouvrir une autre. Le modèle coop s'est vite imposé à nous, car c'était la meilleure façon de lancer notre



À ce jour, la Boulangerie du Royaume offre 60 produits différents chez 61 détaillants du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Photo: Marie-Eve Roy

entreprise et de mettre nos ressources en commun», soutient le directeur général. La Boulangerie du Royaume, située à Jonquière, compte aujourd'hui une trentaine d'employés et neuf personnes sont membres de la coopérative.

Être près des gens dans les moments de grandes douleurs, c'est être près de ce que l'humain a de plus beau, sa fragilité, ses émotions, ses larmes. C'est aussi avoir le privilège de tisser des liens indélébiles.

Plus de 30 ans



Brigitte Deschênes



- Services professionnels en rituels funéraires • Arrangements préalables • Salle de célébration
- Crémation • Columbarium • Salle de réception • Conférences • Centre de références sur le deuil et boutique
- Grandir ensemble : groupes d'entraide et service d'écoute

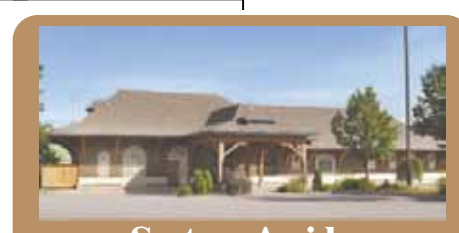
### Salons d'exposition



Secteur Kénogami

3711 Cabot

418 542-6666



Secteur Arvida

2048 de Neuville (ancienne gare)

418 548-2206

Nous desservons également les municipalités de St-Charles-de-Bourget, Bégin, Shipshaw, St-Léonard, Larouche et Lac-Kénogami.

«Votre entreprise funéraire locale»

Bureau 418 547-2116

Télécopieur: 418 547-0128  
2580 St-Dominique, Jonquière

Vous pouvez nous joindre en tout temps en dehors des heures d'affaires.

Heures d'affaires Ouvert 7 jours / 7

Du dimanche au samedi de 9h à 17h

www.rfsag.ca



DEVENIR MEMBRE...

c'est choisir de s'unir pour changer les choses...



Une coopérative... un choix qui fait une différence!



L'Alliance funéraire du Royaume c'est:

2 Complexes funéraires, 3 Résidences funéraires, 4 Cimetières, 1 Mausolée / Columbarium

- Des installations et des services de qualité
- Une gamme complète de services funéraires
- Des célébrations dignes et respectueuses
- Une écoute et un service personnalisé
- Des prix justes et équitables

Plus de 115 ans d'histoire...



www.afdr.info



Coopérative funéraire du Fjord - Coopérative de consommateurs

## Protéger le patrimoine entrepreneurial et la dignité

«Les Américains nous ont déjà tout pris, notre bois, nos poissons, nos bleuets, pourrait-on au moins enterrer nos morts?», s'exclame Renée Simard, directrice générale et thanatologue pour la Coopérative funéraire du Fjord. Au milieu des années 1990, Service Corporation Internationale - Réseau Dignité (SCI), décide de racheter massivement toutes les maisons funéraires privées du Québec, avec comme objectif d'obtenir un monopole et ainsi éliminer la concurrence à la source. Le géant américain fera l'acquisition de près de 45 % du marché québécois. Les enjeux économiques de ce marché sont considérables et David doit encore se battre contre Goliath.

Cécile Hauchecorne

Le marché québécois avait le profil idéal pour attirer une multinationale telle que SCI: vieillissement des propriétaires des

maisons funéraires, la relève familiale qui ne suit pas, et enfin, l'augmentation constante des baby-boomers engendrant une hausse exceptionnelle des décès. «C'est très bien orchestré puisque les entreprises rachetées par les Américains conservent leur nom d'origine ainsi que leurs employés. Seuls un petit logo en forme d'arbre ou l'inscription Dignité permettent de les identifier, mais très peu de gens savent que telle ou telle résidence appartient finalement à des intérêts étrangers», nous explique Renée Simard.

C'est en 1987 que les coopératives funéraires du Québec décident de s'associer: la Fédération des coopératives funéraires voit le jour et entend dès 1995 une véritable croisade, avec à sa tête Alain Leclerc, distribuant aux médias tout un dossier sur cet état de fait catastrophique. Dans un domaine, où les consommateurs n'ont pas le choix de faire affaire avec une entreprise funéraire,

lenjeu est colossal. Et pour l'économie québécoise également, puisque dans plusieurs régions, on se retrouve à devoir utiliser les services d'entreprises qui s'approvisionnent uniquement aux États-Unis.

Du gouvernement provincial à la Caisse d'économie solidaire Desjardins, tout est mis en œuvre pour contrer ce phénomène. Ainsi, en octobre 1996, lors du sommet socioéconomique sur l'avenir du Québec, la création d'un fonds de 15 millions de dollars est acceptée, permettant à la Fédération des coopératives funéraires du Québec d'avoir les moyens de se réapproprier le marché.

La mort d'un proche, qu'elle soit inattendue ou préparée, nous rend vulnérables et parfois même totalement désorientés. C'est l'approche humaine et respectueuse des Coopératives funéraires qui a décidé Renée Simard à accepter ce poste de directrice générale. «Avec la Coopérative, lorsque l'on prépare un rituel par exemple, on le fait pour les gens, pour ceux qui restent et peu importe l'argent qu'ils mettront dans la cérémonie, ils auront droit à tous nos services. Un rituel n'est pas nécessairement religieux, il s'agit d'être à l'écoute de notre clientèle, et à partir du moment où cela se fait dans le respect et le bon goût, tout est possible».

Après le déluge de 1996, les Américains sont devenus propriétaires de toutes les maisons funéraires de la région du Saguenay. C'est à cette époque qu'un groupe de douze citoyens s'est formé pour élaborer un projet de Coopérative funéraire à La Baie. En ouvrant ses portes en 1998, la Coop a permis aux tarifs funéraires de baisser de 2 500\$, affirme Mme Simard. Les entreprises privées n'ont eu d'autre choix que de s'ajuster.

«En tant que coopérative, nous n'avons pas d'actionnaires en arrière qui veulent toujours plus de bénéfices. On a un rôle de chien de garde en quelque sorte», déclare fièrement cette thanatologue passionnée par son métier.



Renée Simard, directrice générale et thanatologue pour la Coopérative funéraire du Fjord.

Photo: Cécile Hauchecorne

En tout, il y a quatre coopératives funéraires dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et l'on y fait beaucoup d'intercoopération. «Tout le matériel dans ce domaine coûte très cher et c'est en s'associant que l'on peut offrir le meilleur service au meilleur coût, illustre Mme Simard. En tant que thanatologue, c'est moi qui fait toutes les thanatopraxies de La Baie, mais je n'ai pas de laboratoire, alors j'utilise le laboratoire de l'Alliance du royaume à Chicoutimi, ainsi que leur unité de crémation. En plus, avec la Fédération des coopératives du Québec, cela nous permet de nous regrouper pour nos achats, nos assurances, et encore là d'offrir de meilleurs prix».

La Fédération regroupe 23 des 30 coopératives funéraires québécoises. Dans ses 115 points de service, les véhicules, les urnes et tous les produits sont achetés au Québec. Si la lutte continue, le regroupement de ces coopératives a tout de même permis de ramener la part de marché des entreprises funéraires américaines au Québec à moins de 25 % en 2010.

Coopérative de solidarité V.E.R.T.E.

## Défier les probabilités pour atteindre le succès

Les cofondateurs de la Coopérative de solidarité V.E.R.T.E. ont défié les probabilités en créant une entreprise d'économie sociale innovante œuvrant dans différentes sphères du tourisme, ce qui leur a valu de nombreux prix et distinctions depuis sa création en 2006.

Marie-Eve Roy

«Nous avons décidé de gérer plusieurs établissements au lieu de se concentrer sur un seul, comme tout le monde nous le conseillait. Nous avons débuté avec la Villa au Pignon Vert, mais divers concours de circonstances nous ont amenés rapidement à prendre de l'expansion. Cela nous a été bénéfique puisque nous avons connu un succès presque immédiat», explique Jean-Thomas Henderson, cofondateur et directeur hôtelier.

En effet, la Coop V.E.R.T.E. a reçu du CEE-UQA, en 2007, le premier prix pour la catégorie Idée d'affaires et deuxième prix pour Plan d'affaires. En 2008, elle a été couronnée gagnante au Concours québécois en entrepreneuriat au niveau local, puis au niveau régional, pour le volet économie sociale. Elle a remporté trois prix au Gala du mérite économique 2011 de la Chambre de commerce de Saguenay et reçu, la même année, une accréditation d'Aventure Écotourisme Québec pour OrganismeAction en 2011. Elle a été lauréate régionale pour la Maison Price aux Grands Prix du tourisme Québécois 2012, dans la catégorie 40 unités et moins.

À ce jour, la Coop V.E.R.T.E. gère l'Auberge la Villa au Pignon Vert, l'Auberge la Maison Price, le Bar à pitons, OrganismeAction, branche écotouristique qui gère deux bases de plein-

air, et un service de transport (location de minibus, transfert de voitures). Selon Jean-Thomas Henderson, c'est l'équipe de gestionnaires qui fait toute la différence. «Je crois que c'est l'équipe d'entrepreneurs que nous formons, le noyau dur des cinq cofondateurs qui sont présents depuis le début, qui explique pourquoi la Coop V.E.R.T.E. a acquis une aussi belle notoriété avec les années. Nous avons une vision commune de notre projet, une expertise dans plusieurs domaines complémentaires et un désir de laisser des traces dans la communauté», soutient-il.

L'objectif de la coopérative est de faire vivre la culture régionale aux voyageurs et aux résidents locaux en offrant de l'hébergement et des activités touristiques et culturelles différentes. Elle compte de dix à 30 employés, selon la saison, et plus de 600 membres.

«La beauté du modèle coop est d'avoir nos clients, nos fournisseurs et nos employés comme administrateurs. Chacune de ces personnes peut émettre son opinion, ce qui fait en sorte qu'elles se sentent partie prenante du projet. Cela crée des liens et ne devient pas nécessairement un partenariat d'affaires, mais plutôt une relation d'affaires», ajoute M. Henderson.

D'ailleurs, un des défis pour 2013 consistera à améliorer la relation entre les gestionnaires et les membres de la coopérative. «Comme nous avons un nombre élevé de membres, nous voulons montrer qu'en mode coop, il est possible d'exceller, et pour y arriver, nous voulons savoir ce que pensent nos membres. Avoir 600 membres est profitable pour la coop, car cela permet de partager nos valeurs et de faire parler de nous, mais encore faut-il entendre ce qu'ils ont à dire», conclut Jean-Thomas Henderson.



Photo: Coop V.E.R.T.E.

Économie sociale et culture

## La fourmilière culturelle

La vitalité artistique du Saguenay-Lac-Saint-Jean repose en grande partie sur le travail d'entreprises d'économie sociale culturelle solidement enracinées dans le territoire, contribuant au développement local et régional.

Simon Van Vliet

Avec une vingtaine d'entreprises d'économie sociale implantées dans différentes municipalités de la région, le milieu culturel du Saguenay-Lac-Saint-Jean est très dynamique. «C'est l'un des secteurs de l'économie sociale les plus actifs après l'agroalimentaire», affirme Steve Ménard, coordonnateur de l'entente spécifique en économie sociale au Réseau d'entreprises d'économie sociale du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

La présence d'organisations artistiques et culturelles dans la région, pour la plupart incorporées sous forme d'organismes à but non lucratif, ne date pas d'hier. Le théâtre Les Amis de Chiffon est implanté à Alma depuis 1974. À Jonquières, le Théâtre la Rubrique, qui lançait le 23 août dernier sa onzième saison en tant que diffuseur spécialisé en théâtre, a été fondé en 1979. La même année, le Centre Langage Plus à Alma, devenait l'un des premiers centres d'artistes autogérés au pays à voir le jour à l'extérieur des grands centres urbains.

«Pouvoir avoir une pratique artistique en région, c'était l'enjeu numéro un des années 80», se souvient Yves Tremblay, membre utilisateur des Ateliers TOUTTOUT, un centre d'artistes établi depuis 1997 dans une ancienne école de Chicoutimi. Afin d'exercer leur métier sans être obligés de s'exiler à Québec, Montréal ou ailleurs, les artistes ont besoin d'accéder localement à des ressources professionnelles de création, de production et de diffusion que ce soit en arts visuels et médiatiques, en métiers d'arts ou en arts de la scène.

En se regroupant et en s'organisant au sein



Photo: Nicolas Falcaisagne

d'organismes d'économie sociale culturelle, la communauté artistique de la région s'est donné les moyens de répondre à ces besoins. «C'est une formule relativement souple qui permet d'évoluer, puis de continuer de pratiquer», explique Yves Tremblay en soulignant que cela permet notamment d'offrir aux artistes des locaux à prix modique ou de mettre en commun des équipements et des services essentiels à leur travail.

Les organismes à but non lucratif et les coopératives à vocation culturelle contribuent au développement de la région. «C'est un apport économique certain», constate Nicholas Pitre, directeur du Centre d'art actuel SAGAMIE. Il cite en exemple son organisme, qui compte à lui seul sur un budget annuel d'environ 400 000\$. Ces fonds proviennent en partie de subventions de la ville d'Alma, du Conseil des arts et lettres du Québec et du Conseil de Arts du Canada.

En plus de créer des emplois pour des travailleurs culturels diplômés dans la région, les organismes artistiques offrent aux jeunes artistes l'accès à des infrastructures spécialisées de création, de production et de diffusion nécessaires à leur développement professionnel. «Dans leur calendrier, les

diffuseurs] vont mettre une petite place pour la relève locale», ajoute Yves Tremblay.

C'est avec relativement peu de moyens que les centres de création, les compagnies de production et les diffuseurs à but non lucratif parviennent à s'acquitter de leur mission auprès des artistes et de la collectivité. Étant donné que les subventions au fonctionnement versées aux organismes culturels ne sont pas indexées, le financement par projet est souvent la seule façon d'obtenir des sommes additionnelles. «On est toujours en train de partir des nouveaux projets, puis, pour notre premier mandat, il en manque toujours un peu», déplore Nicholas Pitre.

Au fil des années, les entreprises d'économie sociale du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont néanmoins réussi à bâtir un réseau de développement culturel répondant aux besoins des artistes et de leurs communautés. Le défi pour le milieu artistique est maintenant de consolider le travail accompli depuis une génération et d'assurer la pérennité des organisations établies. Ainsi, les générations à venir pourront dire comme Nicholas Pitre lorsqu'il contemple la scène culturelle régionale actuelle: «C'est vraiment vivant au Saguenay-Lac-Saint-Jean!»

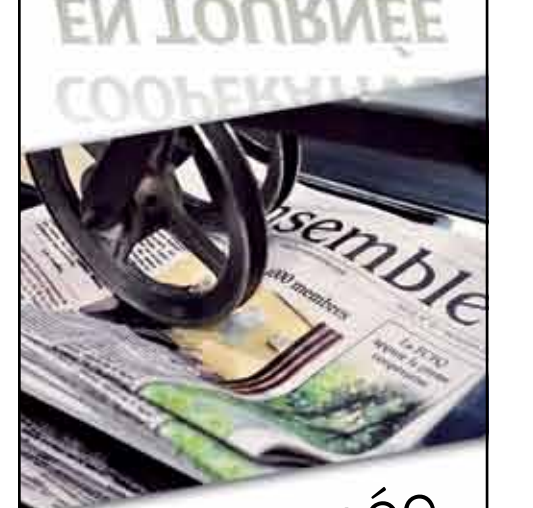
## À lire! L'ÉTAT DES RÉGIONS

Rétrospective de l'Année internationale des coopératives dans les régions du Québec, à travers une sélection d'articles du journal Ensemble.

Un exemplaire du livre sera remis gratuitement aux participants au Forum coopératif du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité (CQCM), le 8 octobre 2012.



## LA PRESSE COOPÉRATIVE EN TOURNÉE



## 2012 Année internationale des coopératives

Le journal

## Ensemble

est en tournée dans les régions du Québec. Les abonnés reçoivent toutes les éditions papier régionales.

Réservez votre place aux premières loges!

Abonnement en ligne: [coop.journalensemble.coop](http://coop.journalensemble.coop)

## Ensemble

Presse coopérative et indépendante [www.journalensemble.coop](http://www.journalensemble.coop)





**Boisaco**




Fiers de participer au développement durable de la communauté



L'ouvrage de Roméo Bouchard, intitulé *La Reconquête du Québec* (Écosociété), qui expose le modèle de développement économique régional basé sur une économie décentralisée et coopérative, préconisée par l'économiste visionnaire que fut Esdras Minville, originaire de Grande-Vallée en Gaspésie, est un des deux finalistes dans la catégorie Ouvrages d'intérêt général pour les Prix littéraires décernés par le Salon du Livre du Saguenay-Lac-St-Jean aux auteurs de la région ou originaires de la région (c'est le cas de Roméo Bouchard, qui est originaire de Normandin au Lac-St-Jean). Les gagnants seront annoncés à l'ouverture du Salon jeudi le 27 septembre à 17h, et M. Bouchard donnera une conférence publique sur le sujet (*Territoires, décentralisation et démocratie*) à l'Université du Québec à Chicoutimi le lendemain, vendredi le 28 septembre, de 12h à 13h, au local P2-3120.



**Residence Funéraire Lac St-Jean**

Partenaire du milieu depuis près de 40 ans, nous offrons des services professionnels accessibles aux membres et non membres avec compassion et discrétion.

## UN NOM UNE RÉPUTATION



Marc Richard,  
Directeur général

611 Chemin Du Pont Taché Nord,  
Alma G8B 5W1  
Tél : 418 668-8409

[www.residencefunerairelacstjean.com](http://www.residencefunerairelacstjean.com)



2012  
Année  
Internationale des

**Coopératives**



Coopérative de  
Développement Régional  
Saguenay-Lac-Saint-Jean/Nord-du-Québec

Année internationale des coopératives

# Forum coopératif 2012

« Coopérer pour l'avenir de nos communautés!  
Et pourquoi pas? »



Président  
d'honneur :  
**M. Martin Bergeron**



Conférence  
d'ouverture :  
**M. Claude Béland**



Hôtel Universel / Complexe Jacques-Gagnon / 1000, boulevard des Cascades, Alma

**27 septembre 2012**  
8h15 à 16h30

SOLUTION PUBLICITÉ

## Description des ateliers

### Introduction à la formule Coop

Cet atelier est une introduction à la formule coopérative. On y abordera les différences entre les 5 types de coopératives, les principales distinctions entre les coopératives et l'entreprise privée (valeurs et principes) ainsi que les principaux avantages reliés à cette formule juridique.

### Prise en charge du milieu : Coop de proximité

Cet atelier vise à présenter la problématique de dévitalisation vécue par de nombreuses municipalités du Québec, engendrant la fermeture des services de proximité. Plusieurs milieux se sont mobilisés en créant une coopérative afin de maintenir les services. Les conditions favorables à l'émergence de ce type de Coop seront présentées, suivi du témoignage de deux coopératives relatant leur expérience vécue dans leur projet de prise en charge collective.

### Le développement durable et les coopératives : une alliance naturelle

Cet atelier présentera les grandes tendances de l'application du développement durable ainsi que les affinités existantes entre les valeurs coopératives, la responsabilité sociale et le développement durable. Un bilan des initiatives d'intégration du développement durable par les coopératives québécoises sera exposé.

### La relance socioéconomique d'une municipalité : le cas Boisaco

On présentera la situation socioéconomique de la municipalité de Sacré-Cœur avant la création de Boisaco ainsi que les avantages et inconvénients de cette structure juridique. La présentation se terminera avec les indicateurs socioéconomiques actuels et les facteurs qui ont contribué à la réussite de cette entreprise et à la relance de cette municipalité.

### La relève d'entreprise via le modèle coopératif

Des milliers d'entrepreneurs se retireront des affaires dans les 10 prochaines années et plusieurs d'entre eux n'ont pas identifié de repreneurs. De nombreux experts estiment que le nombre de repreneurs potentiels ne sera pas suffisant pour faire face à cette vague de transfert. Pour éviter la fermeture d'entreprises ou la vente à des propriétaires extra régionaux, le modèle d'affaires coopératif pourrait être une réponse à cet enjeu.

Merci aux partenaires  
du développement coopératif

Développement  
économique, Innovation  
et Exportation

Québec



Desjardins

La Coop  
fédérée



PROMUTUEL  
DU LAC AU FJORD



La Capitale



Desjardins  
Caisse d'économie solidaire

MALLETTE

fiducie

du Chantier  
de l'économie sociale



Stéphane Bédard, Chicoutimi  
Sylvain Gaudreault, Jonquière  
Alexandre Cloutier, Lac-Saint-Jean  
Denis Trotter, Roberval



NUTRINOR

Pour inscription ou information

info@cdrslsj.coop | 418 542-7222, poste 221

L'inscription de la journée est gratuite pour les étudiants (incluant le dîner)